Son Excellence François Tombalbaye,

Président du Tchad

**«Unité africaine signifie toutes les forces du continent réunies pour la libération totale du continent »**

La délégation tchadienne est heureuse de se trouver en Ethiopie, terre historique d’Afrique. Elle tient, avant tout, à exprimer, en son nom et au nom du peuple tchadien, ses remerciements pour l’accueil chaleureux et fraternel qui lui a été réservé par Sa Majesté Impériale, Hailé Sélassié Ier et par son peuple. Elle adresse au peuple éthiopien le salut fraternel du peuple tchadien.

Il s’agit à Addis-Abéba, de jeter les bases de la construction de l’Unité africaine. A cette occasion, nous sommes également heureux, et nous entendons, en venant dans la capitale éthiopienne, apporter notre modeste contribution à la recherche d’une solution possible.

L’importance de cette conférence n’échappe à personne; elle constitue un évènement capital de l’histoire de l’Afrique parce que:

* Unité africaine signifie toutes les forces du continent réunies pour la libération totale du continent;
* Unité africaine signifie encore mise en commun de toutes nos ressources économiques pour notre bien-être matériel;
* Unité africaine, c’est également la restitution de toutes valeurs morales et culturelles.

Le Tchad, par sa position géographique, est un carrefour entre l’Afrique noire et l’Afrique blanche, c’est aussi un carrefour entre l’Afrique de l’Est et l’Afrique de l’Ouest. C’est un des Etats d’Afrique où cohabitent des populations ayant une grande diversité de religions, de races et de langues, mais qui forgent leur destinée dans même un moule.

Le Tchad, qui depuis son accession à la souveraineté internationale, participe à toutes les conférences de pays indépendants, loue et soutient effectivement les efforts fournis par un grand nombre de pays frères en faveur de l’unité africaine et de la paix dans le monde.

A Addis-Abéba, le moment est venu pour une confrontation fraternelle de nos points de vue, car, comme il a déjà été dit, c’est la première fois dans l’histoire du monde que tous les responsables africains se rencontrent aussi nombreux.

Pour le peuple tchadien et son gouvernement, une société capable de résister aux épreuves du temps ne peut se bâtir que sur les fondements de l’amitié et de la fraternité. Au Tchad, et généralement en Afrique, le terme frère n’est pas limitatif.

Il va sans dire que nombreux sont les spéculateurs qui souhaitent aujourd’hui l’échec de notre rencontre. Pour cela, ils aiment à souligner nos divergences actuelles sur le plan politique, économique et surtout linguistique. Leur seul but est de maintenir le clivage actuel du continent africain et de continuer ainsi l’exploitation féroce de chacun de nos peuples qui, Dieu le sait, sont si pauvres et si démunis.

Il nous appartient donc, hommes politiques responsables, de comprendre la situation et de déjouer toutes les manœuvres susceptibles de retarder la marche de notre continent vers sa libération totale et vers son bonheur. En réalité, ces manœuvres sont vaines. Elles ne dureront qu’un temps, car nous avons de sérieuses raisons de croire en la possibilité de réaliser l’Unité africaine.

L’érection de l’Afrique en Etats souverains indépendants les uns des autres, n’a pas de grande signification, dès lors que nous savons que c’est notre union, et d’elle seule, que nous tirerons assez de force pour nous imposer au monde. L’essentiel, pour nous, est de déterminer avec soin et réalisme les modalités de cette future union de nos Etats. En d’autres termes, la question est de savoir si notre future organisation des Etats africains doit avoir une structure unitaire, ou fédérale, ou confédérale, cette question doit être examinée avec beaucoup de soin, c’est-à-dire sans précipitation.

D’autre part, la division actuelle du continent africain en groupes francophone et anglophone n’a qu’une signification infime et superficielle, en ce sens qu’elle n’affecte pas la majorité de nos masses. Pour peu que nous soyons unanimes à promouvoir l’évolution de la nouvelle Afrique indépendante dans le sens de la démocratie, c’est en termes de masses qu’il convient de raisonner. Or, la grande majorité de nos masses est restée très africaine, très originale, sans aucun vernis de culture française ou anglaise ou autre. Qu’elles soient des zones d’influence française ou anglaise, une seule chose les caractérise: c’est la pauvreté, le dénuement, l’ignorance et la misère, et, partant, le désir unanime de s’instruire et de s’éduquer, le désir de s’ouvrir sur le monde extérieur. Il y a dans cette aspiration générale des populations africaines, le ferment nécessaire à l’édification de nos structures unitaires. Et d’ailleurs, les barrières linguistiques n’ont rien de fondamentalement immuable: c’est à la fois une simple question de générations et de réforme de programmes d’enseignement.

En ce qui concerne le développement économique de notre continent, le travail à faire est encore plus vaste et plus ardu que le travail politique. La reconversion des structures économiques actuelles en structures horizontales inter-africaines est la condition «sine qua non» de notre affirmation dans le monde. L’institution d’une zone de libre échange, d’une banque de développement, d’une même monnaie, tout cela revêt des aspects très variés et très complexes qui, nous l’espérons, trouveront à partir de notre conférence, des éléments d’une solution définitive et efficace.

Il ne fait aucun doute que la décolonisation doit être totale dans l’Afrique du XXème siècle. Pour ce faire, une action concertée entre les chefs des Etats est nécessaire parce qu’efficace. Plus que jamais, les Etats africains et malgache doivent coordonner leurs efforts.

En matière de décolonisation, qu’il nous soit permis d’attirer votre attention sur un fait. Si nos pays ont conquis leur indépendance politique, la décolonisation mentale reste à faire. Nous sommes persuadés, quant à nous, que la décolonisation mentale de nos peuples nous permettra de résoudre certaines de nos difficultés qui nous opposent les uns aux autres.

Autant que la délégation du Tchad est pour l’unité africaine autant elle tient à préciser qu’elle combat fermement les tendances et les ambitions dévorantes ou annexionnistes. Nous pensons en effet que l’unité recherchée se fondera sur la politique de non-ingérence dans les affaires intérieures des pays souverains. Nous aurons l’occasion, au cours de nos débats, d’expliciter et de préciser notre pensée à ce propos.

Pour dissiper tout équivoque, nous tenons à vous redire que notre délégation est toute disposée à apporter sa contribution, si modeste soit-elle, à la réalisation de l’Unité africaine. Nous avons la ferme conviction que les principes généraux de cette unité que nous désirons seront dégagés ici.

En guise de conclusion, nous pouvons affirmer que ces principes généraux se dessinent déjà à la lumière d’excellentes interventions dont la tribune de cette Conférence est le théâtre depuis hier.

Sur le plan politique, il n’est pas concevable de penser à une organisation dont le leadership reviendrait soit à une personnalité, soit à un pays; il s’agit surtout de voir comment, pratiquement, il est possible à nos divers Etats de concerter ou de coordonner nos grandes options, tant pour favoriser la libération des pays encore colonisés que pour une conduite harmonieuse de notre politique étrangère.

Dans le domaine économique, le fait que nous soyons producteurs de matières premières, et tributaires de pays industrialisés, nous impose impérativement le devoir de créer des organismes spécialisés inter-africains, afin de nous permettre de présenter au monde extérieur un front commun.

Sur le plan culturel, adapter rapidement les programmes d’enseignement, et accélérer l’établissement et le développement de nos institutions d’enseignement à tous les niveaux.

Dans tous ces domaines, l’articulation de divers organismes ayant pour but de faciliter le rapprochement et l’union doit être mise à l’étude dès à présent. Il convient donc de prévoir de nouvelles rencontres à tous les niveaux: spécialistes, diplomates, chefs d’Etats, afin de dégager un accord donnant naissance à une organisation commune des Etats africains dont la dénomination importe peu.

JE VOUS REMERCIE.